Geoffroy Roux de Bézieux sur LCI : « Ce pays a besoin de se réformer »

Publié le 18 janvier 2019

Invité de LCI ce matin, le président du Medef a évoqué le Grand débat national. « Notre pays a besoin de se réformer, les autres pays l'ont fait, il faut le faire en discutant avec les Français », a déclaré Geoffroy Roux de Bézieux.

« *Nous participerons à ce grand débat, nous allons même en organiser autour de l'entreprise », afin d'expliquer notamment « comment on partage la valeur dans l'entreprise* », a précisé le président du Medef en citant une étude de la direction du Trésor selon laquelle la part des salaires dans la valeur ajoutée a reculé dans tous les pays industrialisés depuis 1995, sauf en France et au Royaume-Uni. « *C'est-à-dire qu'en France on rémunère mieux le travail que le capital alors que dans d'autres pays ce sont les salariés qui ont souffert* », a-t-il expliqué en soulignant que cette étude prend en compte le salaire brut et non le salaire net, ce qui pose la question des dépenses publiques. « *Depuis 1974 le poids des dépenses publiques est passé de 40 à 58 % de richesse créée. Est-ce que les Français vivent mieux pour autant ? Non est-ce qu'ils ont l'impression d'en avoir pour leur argent ? Non. Donc il faut mettre ce sujet sur la table sans tomber dans les caricatures en opposant les fonctionnaires aux salariés du privé* », a indiqué Geoffroy Roux de Bézieux. Quant au pouvoir d'achat, « *depuis vingt ans effectivement les classes moyennes des pays occidentaux ont perdu du pouvoir d'achat. Mais pas en France parce qu'on a un système redistributif, donc des impôts. En France, les inégalités sont à peu près du même niveau qu'il y a dix ans, un tout petit peu inférieures et elles sont moins fortes que partout ailleurs* », a-t-il fait observer. Mais si l'on regarde la situation d'un point de vue microéconomique, « *l'on s'aperçoit en effet que les gens ont perdu du pouvoir d'achat en partie à cause de deux choses : le transport et le logement* ». « *D'où l'initiative du Medef de proposer un grand plan d'investissement de 9 milliards d'euros dans le logement* ». Cela étant, « *je suis de ceux qui pensent qu'il faut un consentement à l'impôt, qu'il faut payer un impôt juste et raisonnable mais pour cela il faut qu'il y ait une convergence européenne* », a jugé le président du Medef, partisan de « *revoir toute la fiscalité (…) On a un système d'imposition qui date de 1945 et qui est basé sur une économie de production de biens de type industriel. On résoudra beaucoup de problèmes le jour où on aura (en Europe) le même taux d'impôt sur le revenu et le même taux d'impôt sur les sociétés* ».

>> Revoir l'émission